

Infodémie ! À quand le vaccin contre les fausses nouvelles ?

par J. Mosmann

Traduit de <https://norberthaering.de/medierversagen/infodemie/> par François Germani revu par Pierre Paccoud

16. 12. 2020 | « Infodemic » est un mot valise composé de (dés)information et de pandémie. L'OMS l'utilise pour lutter contre la propagation des déclarations divergentes sur le Corona. Johannes Mosmann met ici en lumière les conséquences de l'assimilation des opinions à des virus. Le traitement réservé à son texte par Telepolis lui donne raison de manière ironique.

Johannes Mosmann*:

Seule une vaccination généralisée permettra de contrôler le virus Corona et d'éviter un nouveau confinement, disent les uns. En revanche, les autres estiment qu'une protection ciblée sur les groupes à risque doit se substituer aux interdictions générales de contact afin que l'humanité obtienne une immunité naturelle.

La même controverse se répète au sujet de la culture du débat sur la démocratie : les fausses nouvelles doivent être combattues par la manipulation technologique des algorithmes de recherche, afin que les citoyens ne croient pas aux mensonges dangereux, affirment certains. Les autres s'opposent : l'homme n'acquiert pas l'immunité spirituelle par des interdictions de contact, mais précisément par la confrontation à des opinions les plus diversifiées et radicales.

Dans le domaine des sciences de la nature et des sciences sociales, les mêmes visions du monde s'affrontent. Et le vainqueur semble déjà connu.

La vérité rend non-libre

Interrogé sur la nécessité d'un dialogue sociétal sur le virus Corona, David Schraven, fondateur de la populaire organisation de vérification des faits Correctiv, a répondu :

C'est un peu comme le débat sur le climat : quand je dis que j'écoute les deux parties dans un talk-show télévisé, je pondère comme semblables les

scientifiques et les négationnistes du changement climatique. Il y a 10 000 études qui disent que le changement climatique est fait par l'homme. Et puis il y a deux sifflets qui disent que ce n'est pas le cas. Alors pourquoi devrais-je les mettre à côté des scientifiques et prétendre que la question du changement climatique est scientifiquement indécise... Il n'est pas nécessaire de prétendre qu'un débat est ouvert lorsqu'il est scientifiquement clair.»

Josep Borrell, qui, en tant que représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a joué un rôle déterminant dans l'engagement des grandes entreprises du numérique dans la lutte contre la « vérité » sur le virus Corona, est encore plus incisif : « *Les faits sont une chose et les opinions en sont une autre. Les opinions sont libres ; Les faits sont des faits.*»

La non-vérité est contagieuse

Avec la science, la liberté s'arrête. Schraven et Borrell ne sont pas les seuls à avoir ce point de vue. Pour de plus en plus de gens, la vérité et le dialogue sont des réalités qui se contredisent. La vérité, c'est la vérité, pensent-ils. Si quelque chose est « scientifiquement prouvé », il n'y a plus rien à discuter.

Alors, comment est-il possible que certains doutent de la vérité incontestable ? Aux apologistes de la vérité absolue, toute contradiction doit apparaître comme une sorte de maladie. Par conséquent, ils font des

parallèles avec la pandémie de Corona : la non-vérité doit aussi être contagieuse. Selon un appel des Nations unies du 24.09.2020, la société n'est pas seulement confrontée à une pandémie de Corona, mais aussi, de plus en plus, à une «infodémie». Selon les médias, l'agent pathogène a été mis au monde par des nostalgiques du Reich, des sectes et des services secrets russes pour infecter des citoyens innocents.

Plan d'hygiène pour la santé spirituelle

Les défenseurs de la vérité absolue s'enfoncent de plus en plus dans leur propre vision du monde. Ils appliquent le modèle de leur vérité aux détracteurs de cette vérité afin de pouvoir s'expliquer à leur tour la critique. La formation de l'opinion en tant que telle obéirait aussi aux lois d'une pandémie. Par conséquent, ils combattent les opinions divergentes avec la même méthode qu'ils veulent utiliser pour vaincre le virus : le confinement par des interdictions de contact.

Dès le mois de mai, Christian Drosten, conseiller en chef Corona du gouvernement fédéral, a signé une pétition en ligne demandant aux grandes sociétés du numérique d'exercer un suivi des cas-contacts, y compris en matière de vérité :

« En ce moment, nous ne sommes pas seulement confrontés à la pandémie de COVID 19, mais aussi à une «épidémie d'information» mondiale qui met en danger des vies humaines dans le monde entier à cause de la désinformation qui se répand violemment sur les réseaux sociaux... »

Il a demandé que «chaque personne particulière ayant été en contact avec la désinformation en matière de santé sur ces plate-formes soit avertie et notifiée» et qu'elle reçoive automatiquement « une correction bien conçue, et vérifiée de manière indépendante » afin d'éviter que les utilisateurs « ne puissent croire aux mensonges dangereux ».

Le nouveau « partenariat » entre la Commission européenne, les services secrets et les grands groupes du numérique allait déjà plus loin à ce moment-là. Depuis longtemps, on avait commencé à censurer des millions de fois la « désinformation », accompagné par la presse « libre » qui, à son tour, cultivait la stigmatisation du « délit de contact » et veillait ainsi

au respect de la distance minimale requise par rapport aux dissidents.

Foyers d'infection de la liberté d'opinion

En dépit des efforts sans précédent des gouvernements, des entreprises et de la presse, la liberté d'opinion était encore virulente à la fin du mois d'octobre. Le « traité sur les médias » est ensuite entré en vigueur le 7 novembre. Pour la première fois, tous les éditeurs de contenus éditoriaux, par exemple Blogger ou les médias indépendants, ont été soumis à la surveillance de l'État.

Quatre jours plus tard, Jens Spahn annonçait la coopération de son ministère avec Google - ceux qui recherchent sur Google des sujets de santé comme la vaccination, l'hypertension ou le corona devraient «*atterrir à l'avenir sur le Portail national de la santé*», explique le politicien de la CDU.

L'Association des éditeurs de journaux allemands y a vu une « atteinte à la liberté de la presse », mais son bref tollé a sombré dans la bataille scénarisée du Corona. Le 17 novembre, la plate-forme de Google Youtube a bloqué la chaîne d'information russe Spoutnik, un jour plus tard, Youtube a supprimé le canal de KenFM, la plus puissante chaîne politique indépendante d'Allemagne.

Ces dernières semaines, de nombreux autres fournisseurs de médias ont connu le même sort. Depuis, l'appareil ronronne sans problème. À la fin du mois de novembre, lorsque le FDP a timidement tenté de remettre en question l'idée d'un nouveau confinement, la Semaine Économique examina promptement (11.12. p.36) l'emprise « droitière » sur le parti libéral. Heureusement que le vaccin sera bientôt là !

La chute pour finir

Cet article devait à l'origine être publié sur Telepolis, le magazine en ligne des éditions Heise. Au dernier moment, cependant, la rédaction a refusé la publication.

On aurait découvert que sur les pages internet de l'Institut pour une tri-articulation sociale, dont je suis le co-associé, se trouve la reproduction d'un article du magazine en ligne Rubikon qui ne reflète pas l'opinion de Telepolis.

Dans l'article de Rubikon en question, l'auteur Manfred Kannenberg-Rentschler décrit les événements actuels comme étant « *une sorte de changement de régime* ». Le pays est « *gouverné par de simples ordonnances de l'exécutif, court-circuitant le Parlement, sans aucune implication de la volonté populaire, et avec de profondes coupes dans les libertés de la population.* »

Je ne suis pas d'accord avec Kannenberg-Rentschler. Je pense que l'une des tâches de l'État consiste à limiter les droits fondamentaux en cas de pandémie. Mais ce qui m'inquiète, c'est l'état de la culture du débat. Une discussion ne semble plus possible. Et je crains les conséquences ultérieures de cette monotonie intellectuelle. Je suis d'autant plus heureux que le rédacteur en chef du site internet de l'Institut fasse apparaître non seulement mon opinion, mais aussi, délibérément, des opinions opposées. J'ai répondu à la rédaction de Heise que je trouverais grotesque qu'elle ne critique pas l'idée de délit de contact par crainte du délit de contact. La rédaction de Heise a dit qu'elle était elle-même consciente de cela. Elle ne peut toutefois pas prendre le risque d'être associée à l'affirmation selon laquelle l'Allemagne serait un régime dictatorial. C'est pourquoi mon appel en faveur de la liberté d'expression et de la liberté de la presse ne doit pas paraître. Et dans ce but, Telepolis met maintenant en titre à la une : «*Pourquoi une obligation générale de vaccination doit s'imposer*» .

*Johannes Mosmann est l'auteur de livres et d'articles sur les thèmes de l'histoire contemporaine et des sciences sociales. Il fait des recherches à l'Institut pour une tri-articulation sociales sur les interactions entre l'État, l'économie et la culture.

D'autres publications de lui sur

<https://www.dreigliederung.de/profile/johannesmosmann#artikel>

En français : <https://blog.triarticulation.org/?v=0>
rubrique Rechercher dans ce blog, et insérer « mosmann »

Dieses Werk ist lizenziert unter einer Creative Commons Namensnennung - Keine Bearbeitungen 4.0 International Lizenz <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/>

Un supplément de Norbert Häring

Le 12 octobre, j'ai parlé d'une réunion de l'OMS, disponible sous forme de vidéo, où, entre autres choses, la stratégie utilisée pour lutter contre l'"infodémie" a été diffusée. Extrait de mon rapport de l'époque:

Il devient également intéressant à la minute 1:16:30 de la vidéo, où Ryan parle sur l'«Infodemic», l'offre pléthorique d'informations souvent contradictoires et aberrantes surtout sur les réseaux sociaux. L'OMS a collaboré avec plus de 50 médias et entreprises de technologie sociale « pour promouvoir l'information issue de l'OMS fondée sur des données probantes et limiter la diffusion d'informations fausses et trompeuses.

On aurait aussi travaillé en étroite collaboration avec Melissa Flemming, secrétaire général de l'ONU chargée de la communication globale/mondiale, sur la campagne « verified » pour « inonder l'espace numérique d'informations vérifiées et ainsi faire face à la crise de la Covid.

Je trouve remarquable, que l'on soit si peu conscient de toutes les théories conspirationnistes que l'on suscite en faisant cela, et qu'en utilisant les mêmes expressions, on fasse ouvertement référence à exactement la même stratégie de communication que celle qui a été convenue en octobre 2019 lors de l'exercice sur la pandémie Event 201 par la Fondation Gates, le Forum économique mondial et l'Université Johns Hopkins.

Dans les conclusions de l'exercice Event 201, il était alors dit (ma traduction) :

« Les gouvernements et le secteur privé devraient accorder une priorité majeure à la mise au point de méthodes pour lutter contre la fausse information et la désinformation, lors de la prochaine pandémie. Les gouvernements devront travailler avec les entreprises des médias traditionnels et des « médias sociaux » pour explorer et développer des approches souples afin de lutter contre les fausses informations. Cela nécessitera de développer la capacité à inonder les médias par des informations rapides, exactes et consistantes. »